

Patricia Stamp, *La technologie, le rôle des sexes et le pouvoir en Afrique*

Huguette Dagenais

Volume 4, numéro 2, 1991

Unité/Diversité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057662ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057662ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dagenais, H. (1991). Compte rendu de [Patricia Stamp, *La technologie, le rôle des sexes et le pouvoir en Afrique*]. *Recherches féministes*, 4(2), 166–171.
<https://doi.org/10.7202/057662ar>

sérieusement remis en cause dans plusieurs pays occidentaux et où les féministes sont profondément divisées concernant les technologies de reproduction ? Comment poser également notre rapport avec les institutions politiques ou juridiques ?

Les contributions de cet ouvrage ne prétendent pas régler ces questions mais elles ont au moins le mérite de les poser en même temps qu'elles tentent de formaliser certaines avancées théoriques du féminisme dans le monde universitaire francophone. Elles auraient plus de chance d'esquisser des réponses si elles faisaient appel à l'ensemble des expériences de la réflexion féministe francophone (entre autres celle des Québécoises, mais aussi celle des Africaines), au lieu de se confiner à l'hexagone.

Le délai entre la tenue du colloque et la publication des actes nuit également à l'ouvrage. Ainsi la question du rapport au politique s'est-elle affinée lors des colloques et des ouvrages sur les femmes et la Révolution française. Par ailleurs, la table ronde internationale de l'Atelier Production/Reproduction a été le lieu d'échanges fructueux sur les questions d'ordre théorique et méthodologique. Les *Cahiers du GRIF* ont depuis lors organisé une rencontre européenne sur les études féministes qui permet de contextualiser le cas français. Tout cela ne peut évidemment pas être reproché aux auteures mais un texte d'actualisation n'aurait peut-être pas été inutile.

Si l'on revient maintenant aux objectifs qui ont été donnés à ce colloque à savoir les thèmes traités par le mouvement féministe des années 1970, l'histoire de cette génération féministe en comparant l'expérience française et celle du mouvement dans d'autres pays, et les contributions du féminisme à diverses disciplines (voir p. 15), on est un peu loin du compte. Il n'en demeure pas moins que toutes ces questions sont abordées sans que l'on puisse prétendre ni à l'exhaustivité ni au tableau général. À cet égard, le colloque a été largement tributaire des intérêts particuliers des chercheuses qui y ont été invitées.

Diane Lamoureux
Département de science politique
Université Laval

Patricia Stamp : *La technologie, le rôle des sexes et le pouvoir en Afrique*. Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 1989, 213 p.

Parmi la volumineuse production scientifique consacrée au thème « femmes et développement » figurent très peu d'ouvrages en langue française et très peu d'ouvrages canadiens, même en langue anglaise. Rédigé par la politologue Patricia Stamp et publié grâce à la section « *Women in Development* ou Rôle des sexes et développement » du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), celui-ci vient donc combler une double lacune ; la version anglaise, parue en 1989 sous le titre *Technology, Gender, and Power in Africa*, est d'ailleurs déjà suffisamment connue pour qu'on la retrouve dans les références de plusieurs articles récents.

L'ouvrage se présente comme une vaste synthèse critique et sélective des publications anglophones portant sur les transferts de technologie en Afrique anglophone ou, pour être plus précise, ayant subi la colonisation britannique, particulièrement dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de la nutrition. Stamp appuie sa démarche sur une définition de la technologie en tant que « construction et [...] pratique sociales » (p. 1) – et non comme un simple ensemble d'objets et de techniques – et sur une conception du changement technologique comme processus social. Elle s'intéresse au « caractère dialectique du transfert de technologie » (p. 3), celui-ci pouvant contribuer aussi bien à la *dépossession des femmes qu'à l'augmentation de leur pouvoir (to empower women)*. Son objectif principal est de jeter les bases de recherches futures sur les transferts de technologie combinant l'approche « femmes et développement » et celle de l'« économie politique féministe », c'est-à-dire un « cadre qui embrasse [*encompasses*] à la fois les écrits du féminisme socialiste et les études du féminisme libéral critique » (p. 22). Je reviendrai plus loin sur cette définition. L'exposé étant consacré à la fois « au comment, au pourquoi de l'échec du transfert de la technologie et aux moyens d'en garantir la réussite » (p. 7), Stamp espère que le livre pourra aussi servir d'outil pédagogique.

Le texte est divisé en trois parties. La première est consacrée aux cadres conceptuels auxquels se rattachent les recherches et les programmes de *développement concernant la technologie, les genres (gender) et le développement*. L'auteure commence par un bref historique des études sur l'Afrique, où l'intérêt pour les femmes est très récent, puis elle présente une typologie des théories féministes occidentales (féminisme libéral, féminisme radical, marxisme classique, féminisme socialiste), et développe son approche d'« économie politique féministe ». Celle-ci a pour assise théorique « les études qui ont visé à démontrer la place essentielle occupée par ces relations [les rapports entre les sexes] dans les rapports de production en société précapitaliste et capitaliste » (p. 22), souvent réalisées par des anthropologues, mais elle reconnaît l'apport d'« études libérales » qui, « par la richesse de leur description empirique » (p. 23), font obstacle à l'ethnocentrisme des catégories *théoriques occidentales, notamment celles du féminisme socialiste*. Le deuxième chapitre examine le traitement des questions relatives aux femmes et à la technologie, d'abord dans les analyses techniques d'organismes comme la Banque mondiale, où celles-ci sont toujours largement absentes, puis dans les domaines de la santé et de la nutrition, où « le problème des frontières » entre ces disciplines et les sciences sociales limite aussi bien les interprétations que les interventions, dans divers types d'organismes d'aide au développement (USAID, BIT, ONG*) et, enfin, dans quatre ONG internationales vouées spécifiquement à la cause des femmes : AFARD, ISIS, UNIFEM et DAWN*.

* USAID : United States Agency for International Development ; BIT : Bureau international du travail ; ONG : Organisations non gouvernementales ; AFARD : Association des femmes africaines pour la recherche et le développement ; ISIS : Service international d'information et de communication pour les femmes ; UNIFEM : Fonds de développement des Nations unies pour la femme ; DAWN : Development Alternatives with Women for a New Era.

La deuxième partie, consacrée à la présentation de résultats de recherche, a pour titre « Transfert de technologie : rôle des sexes et pouvoir dans le village et la famille ». Le premier chapitre de cette partie examine dix thèmes sur lesquels il y a, selon l'auteure, consensus aussi bien dans la littérature sur les femmes et le développement que dans celle sur les femmes et la technologie. Ces thèmes concernent, d'une part, les aspects politiques et idéologiques des politiques d'aide au développement (le postulat de neutralité de la technologie ; les biais sexistes ; la nécessité de demeurer critique devant les notions de « technologie appropriée » et de « projets générateurs de revenus » ; la représentation des femmes comme des assistées sociales – *women as a welfare problem*) et, d'autre part, les rapports sociaux de sexe (l'accès des femmes aux ressources ; la réduction de leurs droits et de leur autonomie ; l'augmentation du pouvoir des hommes dans la famille ; l'augmentation de la charge de travail des femmes) ; le dixième thème, plus prospectif, est le rôle que devraient jouer à l'avenir les formes populaires d'organisation féminine. Dans le quatrième chapitre, l'auteure illustre la démarche d'« économie politique féministe » par trois études de cas en Afrique ; la première étude a été réalisée par Stamp elle-même à Mitero, au centre du Kenya, et les deux autres par des chercheuses africaines, Achola Pala Okoyo dans l'Ouest du Kenya et Shimwaayi Mutemba en Zambie.

La troisième partie du livre intitulée « Nouvelles démarches » permet de systématiser les questions soulevées dans les chapitres précédents. Dans le cinquième chapitre, sont examinées cinq « nouvelles questions » ou enjeux relatifs aux rapports entre technologie, genre et développement. L'auteure réitère la nécessité de réaliser une « nouvelle synthèse » de la recherche sur les femmes et le développement avec l'économie politique féministe, et de solutionner le « problème des frontières » entre recherches et politiques. Elle soulève aussi la délicate question concernant les auteur/e/s des recherches : qui peut faire de la recherche en Afrique ? Quels critères doivent s'appliquer dans l'évaluation des travaux ? Le chapitre suivant aborde cinq grands « problèmes conceptuels », qui ne sont pas propres à l'Afrique, mais qui, du fait des modes d'organisation sociale et familiale en vigueur, s'y posent avec une acuité particulière ; ce sont la dichotomie public-privé ; la confusion qui entoure les concepts de famille et de sphère domestique ; le déterminisme économique des postulats concernant les effets des transferts technologiques ; la question de la tradition et son interprétation ; les conséquences découlant des conceptions de l'environnement, soit comme une « nature neutre », soit comme une nature surexploitée à préserver. L'auteure y ajoute la question incontournable des rapports entre le pouvoir et la connaissance, en l'occurrence le savoir occidental sur l'Afrique, et de l'« affranchissement » nécessaire des connaissances africaines de la domination occidentale. Enfin, le septième et dernier chapitre propose cinq grandes « règles concrètes » pour la poursuite des recherches sur les femmes et la technologie en Afrique, dont une classification des systèmes de rapports sociaux de sexe contemporains et passés et la transformation des rapports spécialiste/bénéficiaire.

Comme on peut le constater, il s'agit là d'un ouvrage extrêmement dense, qui aborde aussi bien les problèmes pratiques que les questions éthiques, épistémologiques et théoriques qui se posent dans la recherche sur « femmes, technologie et développement ». Pour cette raison, il intéressera une grande

variété de lectrices et lecteurs, africanistes ou non. Le résumé que je viens d'en faire ne rend donc pas justice à la somme considérable de travail déployée par l'auteure pour synthétiser un matériel aussi riche, varié et abondant, et il ne rend pas justice non plus aux nombreuses chercheuses présentées dans le livre. Toutefois, il ne rend pas compte non plus des difficultés que j'ai rencontrées à la lecture de certaines parties du texte. En effet, si la logique des trois grandes divisions est évidente, on ne peut pas toujours en dire autant de l'articulation et de la cohérence internes des sept chapitres. Cela tient en partie à la nature même de la recherche en cause, c'est-à-dire la recension en profondeur d'un grand nombre et d'une grande variété de travaux, mais cela tient probablement aussi à la décision de l'auteure d'élargir le projet initial, centré sur les rapports de sexe et la technologie, en y ajoutant « toute une gamme de questions sur les femmes et le développement » (p. IX).

C'est par l'application d'une grille d'analyse féministe socialiste que Stamp tente d'intégrer cette abondante matière mais, ce faisant, elle n'échappe malheureusement pas à un certain réductionnisme dans sa présentation des autres approches féministes. Je fais référence ici aux remarques semées çà et là dans le livre à propos du féminisme radical et du féminisme occidental en général et à la section du premier chapitre consacrée au « classement » des théories féministes. Cette section constitue, selon moi, la partie la plus faible du livre. Certes, il s'agit là d'une bien petite proportion de l'ouvrage mais pour les chercheuses et les étudiantes francophones, familières avec les travaux de féministes radicales matérialistes, le traitement presque caricatural du féminisme radical limite la portée des analyses théoriques. La seule auteure à laquelle il est fait référence dans le premier des deux paragraphes de cette sous-section, paragraphe qui dénonce le féminisme radical pour ce que l'auteure appelle son « éclectisme », sa « vision ahistorique », sa prémisse du patriarcat universel, sa réduction des « relations entre les sexes à une division naturelle d'origine biologique », son « ethnocentrisme », est Shulamith Firestone dont le texte date pourtant de 1970. Toute synthèse est forcément réductrice, mais celle-ci, venant d'une chercheuse aussi sérieuse que Stamp, a de quoi étonner. Sans prétendre que la tâche soit facile, il est tout de même possible, comme l'ont fait par exemple Francine Descarries-Bélanger et Shirley Roy (1988), de réaliser une classification des différents courants de pensée du mouvement des femmes en tenant compte des différences, des nuances et en englobant auteures francophones et auteures anglophones. Mais du fait des « deux solitudes » dans lesquelles évoluent féministes anglophones et féministes francophones au Canada (et dans le monde en général), il est possible que Stamp ne connaisse même pas l'existence de cette tendance matérialiste dont les auteures, loin d'avoir une conception biologisante, ont été, au contraire, parmi les toutes premières à identifier les catégories de sexe, les rapports de sexe et l'oppression des femmes comme des phénomènes sociaux et politiques.

Stamp reconnaît les limites de sa classification mais elle choisit néanmoins d'établir une subdivision dans le féminisme libéral pour distinguer « les analyses libérales critiques » de « celles qui relèvent de la démarche non critique et individualiste de la pensée libérale occidentale » (p. 22). Cela lui permet de constituer une catégorie supplémentaire, celle de l'approche d'« économie politique féministe », explicitée plus haut, et de reconnaître l'apport de plusieurs

chercheuses féministes libérales notamment africaines. Bon nombre de chercheuses africaines semblent, en effet, se rattacher davantage à la tendance libérale qu'à la tendance socialiste, du moins telles que définies en Occident, revendiquant des réformes que beaucoup de féministes occidentales peuvent aujourd'hui juger insuffisantes (telles les revendications concernant l'égalité formelle devant la loi ; l'amélioration des conditions de santé et d'éducation ; l'égalité en emploi ; etc.), puisqu'elles en ont souvent déjà fait l'expérience, mais qui font encore défaut dans bien des pays du monde. On peut s'interroger sur la pertinence théorique de ces nouvelles catégories et sous-catégories, tout comme d'ailleurs sur la validité, autrement qu'historique en 1991, d'un classement aussi réducteur. Quant à l'inclusion du « marxisme classique » parmi les théories féministes, elle est tout à fait contestable. Ironiquement, malgré les rappels répétés quant à la supériorité de l'approche d'« économie politique féministe » et l'anathème jeté sur les féministes libérales occidentales, c'est le courant féministe libéral dans sa tendance « critique » qui, au terme de cette lecture, semblerait le mieux coller aux réalités africaines et pouvoir en rendre compte dans des recherches empiriques. Par ailleurs, le sens du concept de pouvoir, qui est central puisqu'il est énoncé dans le titre même du livre, demeure surtout implicite dans l'ensemble du texte ; il n'est pas défini comme tel dans la première partie ; la section où il en est le plus explicitement question est celle consacrée à la connaissance, au chapitre six. Toutefois, comme le livre n'est pas destiné principalement à l'enseignement, cela ne constitue pas une lacune importante.

J'ai une autre réserve par rapport à ce livre, réserve qui, cette fois, ne concerne pas l'auteure, dont le style est vif et direct. Les francophones du Canada ont l'habitude de critiquer les mauvaises traductions françaises en provenance des services gouvernementaux ; ce livre n'échappe malheureusement pas à cette critique. De toute évidence, celle-ci n'a pas été faite par une personne familière avec la terminologie scientifique, ni avec le champ « femmes et développement ». La traduction maladroite de termes techniques (*structural adjustment* traduit par « adaptation structurelle » ; *a body of knowledge* par « un corps de connaissances » ; *assumption* par « supposition » ; *the feminist political economy was inaugurated* par « on a étreigné le cadre de l'économie politique féministe ») ; les changements de sens (comme dans l'association *research/action*, déjà maladroite en anglais, qui devient en français de la « recherche-action ») ; la traduction du pluriel par le singulier (*Africans* par « l'Africain », *Women's Studies* par « Études de la femme ») et j'en passe, irritent grandement à la longue. De plus, ces maladresses risquent de semer la confusion parmi les personnes peu familières avec le champ et les concepts. Mais pour les féministes, il y a pire encore, puisque nous sommes désignées comme « auteurs féministes », « féministes radicaux », « féministes radicaux occidentaux » ; Gayle Rubin devient « cet auteur [...] il ». En d'autres mots, l'application systématique de la règle grammaticale du masculin fait que « l'absence persistante de la question du rôle des sexes » dans les recherches et les programmes de développement, soulignée par l'auteure au deuxième chapitre, se double de « l'absence persistante » des chercheuses féministes tout au long de ce livre. Quant à la traduction de *gender* par l'expression « rôle des sexes », à connotation fonctionnaliste et qui apparaît contradictoire avec la problématique féministe

socialiste de l'auteure, elle tient davantage à la « frontière » entre féministes anglophones et francophones que j'ai évoquée précédemment. L'expression « rapports sociaux de sexe » utilisée par bon nombre de chercheuses françaises et québécoises, aurait tellement mieux traduit la pensée de Stamp. Ceci dit, il faut reconnaître que la grande majorité des travaux sur « femmes, technologie et développement » sont en langue anglaise et que la terminologie scientifique développée dans ce champ est souvent reprise telle quelle de l'anglais, faute d'équivalents français aussi précis. Dans ce contexte, l'initiative du CRDI visant à rendre cet ouvrage accessible aux francophones demeure fort louable.

En conclusion, malgré les réserves que je viens d'exprimer, ce livre mérite de figurer dans la bibliothèque de toutes les personnes qui s'intéressent aux rapports sociaux de sexe dans le champ du développement, non seulement en Afrique anglophone mais partout dans le monde. Toutes les questions soulevées sont pertinentes, depuis les plus théoriques et épistémologiques (comme celles concernant la dichotomie public-privé, la différence entre famille et ménage) jusqu'aux plus pratiques et politiques (les frontières entre la recherche et l'action, le contrôle de la recherche). Les lectrices et lecteurs unilingues francophones verront leur patience récompensée par la richesse et le caractère stimulant du contenu. Toutefois, à mon grand regret, je recommande aux personnes bilingues de lire l'ouvrage dans sa version anglaise.

Huguette Dagenais
Département d'anthropologie
Université Laval

RÉFÉRENCE

DESCARRIES-BÉLANGER, Francine et Shirley Roy

1988 *Le mouvement des femmes et ses courants de pensée : essai de typologie*. Ottawa, Institut de recherches sur les femmes (Documents de recherche, n° 19).

Anne Quéniart (sous la direction de) : *Femmes et santé : aspects psychosociaux*. Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, 1991, 136 p.

Anne Quéniart, très connue dans le milieu féministe pour ses analyses sociologiques de la santé des femmes, nous présente, suite au congrès de l'ACFAS de 1990, une collection d'articles sur des problèmes psychosociaux impliquant les femmes : alcoolisme, tabagisme, chômage, pauvreté, quête de la minceur.

À prime abord, le titre du livre pourrait laisser croire que le recueil de textes porte sur l'étude des facteurs psychosociaux associés à la santé physique des